

# L'économie de Wallis-et-Futuna en 2016

## Accroissement de la consommation des ménages

L'année 2016 se caractérise par une nouvelle croissance de la consommation des ménages et par une reprise de l'investissement des entreprises. La baisse des prix de l'énergie, la mesure « bas salaires » mise en application en juillet 2016 ainsi que la hausse de la fréquentation du Territoire ont stimulé la consommation et plus généralement dynamisé l'économie. En rythme annuel, les importations décroissent sur l'année, mais cette évolution apparente résulte de deux événements exceptionnels : l'importation de la station de base pour l'installation de la téléphonie mobile (277 millions F CFP) en 2015 ainsi que l'absence d'approvisionnement du Territoire en décembre 2016, le cargo n'ayant pas pu accoster. L'évolution annuelle des importations sera donc examinée au regard des impacts générés par ces événements. C'est ainsi qu'en excluant la station de base et les mois de décembre 2015 et 2016 des données analysées, le commerce extérieur affiche une hausse des importations des biens de consommation de 17,9 % et des biens d'équipement de 10,2 %, au lieu de respectivement +7,8 % et -26,3 %.

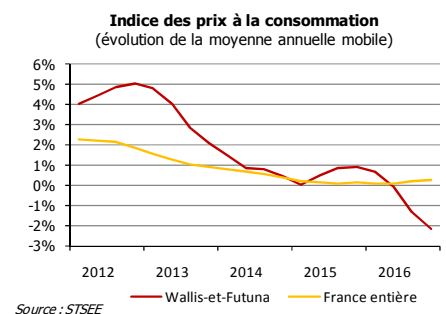
Les indicateurs de financement de l'économie montrent une croissance des financements accordés aux ménages et la poursuite de la tendance baissière du financement de l'investissement des entreprises par le secteur bancaire. L'investissement immobilier d'entreprises et des particuliers continue de pâtir de l'impossibilité de garantir le foncier et de l'insuffisance de dispositif efficace de garanties alternatives. Dans ce cadre, une régie de recettes auprès du Tribunal de première instance de Mata'Utu devrait être créée au premier semestre 2017. Le projet de décret au Conseil d'État est en cours de rédaction. Le dispositif offrirait aux établissements de crédit une garantie de recouvrement des prêts accordés. Il favoriserait le financement de l'habitat et stimulerait, par voie de conséquence, le secteur du BTP, aujourd'hui fragilisé par une faible commande publique.

## PROGRESSION DE LA CONSOMMATION ET DE L'INVESTISSEMENT

### Baisse de l'indice des prix à la consommation

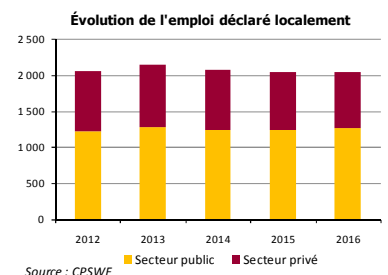
L'indice des prix à la consommation (IPC) annuel moyen recule de 2,2 % en 2016. Il s'établissait à +0,4 % et +0,9 % en 2014 et 2015 respectivement.

La baisse de l'IPC annuel moyen est principalement induite par la chute des prix de l'énergie et des services (-11 % et -5,5 %). L'évolution du prix de l'énergie est la conséquence de la baisse des cours mondiaux du pétrole et de l'alignement des tarifs de l'électricité à Wallis-et-Futuna sur ceux de la métropole, en application de l'arrêté de juin 2016, résultant de la loi sur la transition énergétique de 2015. Les prix de l'alimentation et des produits manufacturés ont augmenté respectivement de 1,9 % et 2,3 %.



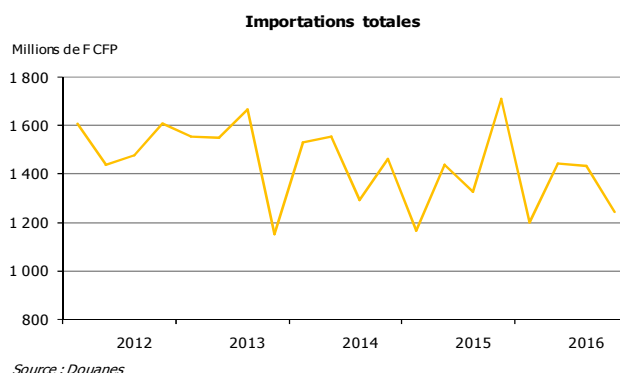
### Stabilité de l'emploi à fin juin 2016

Au 30 juin 2016, 2 059 salariés sont déclarés à la Caisse des prestations sociales de Wallis-et-Futuna (CPSWF), soit deux salariés de plus qu'au 30 juin 2015. L'emploi dans le secteur privé baisse de 3,0 % en rythme annuel et comptabilise 784 salariés au 30 juin 2016. Cette évolution résulte de l'absence de déclaration par des entreprises du secteur du commerce. Le secteur de l'artisanat et de l'industrie gagne douze salariés. La répartition sectorielle des employés montre une progression du secteur public qui, avec 1 275 salariés, représente 61,9 % de l'emploi total contre 60,7 % au 30 juin 2015.



## Dynamisme des importations hors événements exceptionnels

En considérant l'impact des événements exceptionnels mentionnés supra (station de base, absence d'approvisionnement du Territoire), les importations totales progressent de 5,2 % entre 2015 et 2016. Tous les postes augmentent à l'exception de l'énergie qui connaît une croissance de 10,1 % en volume mais une baisse de 12 % en valeur. Les importations de produits de l'industrie automobile (+ 25,5 %) connaissent la plus forte croissance. Les importations de biens de consommation et de biens d'équipement enregistrent respectivement une hausse de 17,9 % et 10,2 %. Les importations de produits agricoles connaissent un regain (+14,8 %). L'importation de biens intermédiaires est stable (+0,6 %), ce qui constitue une rupture avec la tendance antérieurement observée.



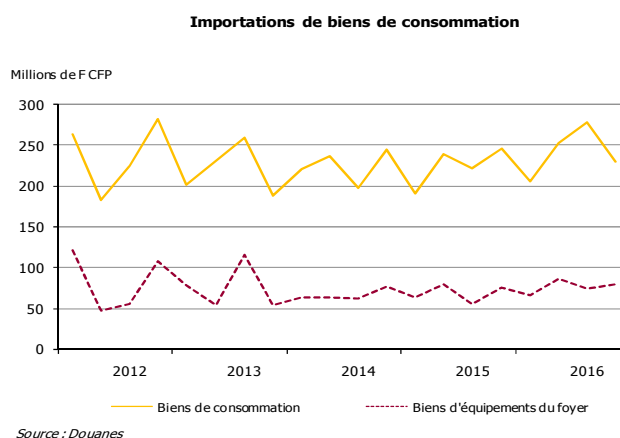
Hors impacts des événements exceptionnels, les importations totales régressent, passant de 5,6 milliards de F CFP en 2015 à 5,3 milliards de F CFP en 2016. La croissance des biens de consommation est réduite à +7,8 %, et les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires sont en recul de 26,3 % et 4,3 % respectivement.

Les recettes douanières croissent de 3,9 % en 2016 passant de 1,7 milliard de F CFP à 1,8 milliard de F CFP. L'augmentation des taxes sur les boissons et le tabac a contribué à cette progression.

## Vigueur de la consommation des ménages

En neutralisant l'impact de l'absence d'approvisionnement en décembre 2016, les importations de biens de consommation augmentent de 17,9 %. Ces importations sont tirées par la forte croissance des biens d'habillement (+28,8 %), d'équipement du foyer (+23,5 %) et des produits pharmaceutiques (+12,1 %). Ces trois postes de produits représentent plus de 95 % des biens de consommation. Les importations de produits de l'édition régressent de 19,6 %.

Hors intégration des impacts de cet événement exceptionnel, les biens de consommation progressent également de 7,8 % et s'élèvent à 969 millions, ce qui montre la vigueur de la consommation intérieure sur les onze premiers mois de l'année 2016.



Les immatriculations de véhicules neufs de tourisme progressent de 13,4 % (93 en 2016 contre 82 en 2015).

L'encours moyen des crédits à la consommation croît de 8,8 % et représente 1,3 milliard de F CFP en 2016.

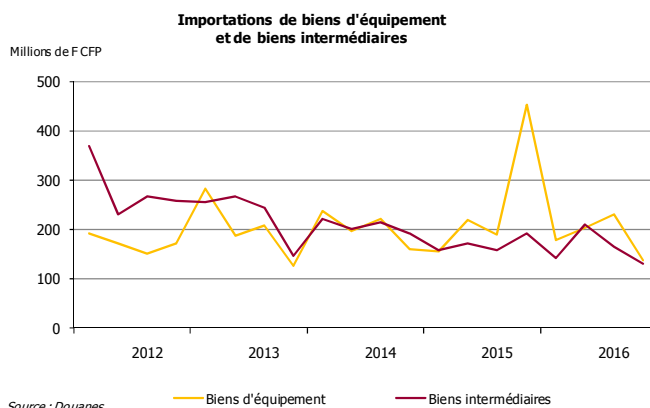
## Regain de l'investissement des entreprises

En considérant l'impact des événements exceptionnels, les importations de biens d'équipement progressent de 10,2 %, et les importations de biens intermédiaires sont stables (+0,6 %).

Hors impacts des événements exceptionnels, ces deux postes d'importations sont en recul (-26,3 % et -4,3 %) avec des valeurs annuelles respectives de 754 millions de F CFP et de 655 millions de F CFP.

L'encours des crédits d'exploitation et d'investissement se replie de 3,2 %, passant de 712 millions de F CFP en 2015 à 689 millions de F CFP à fin 2016.

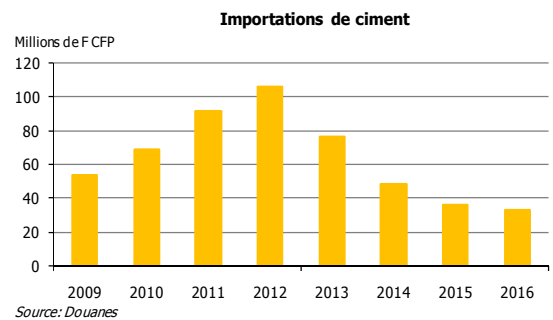
L'acquisition de véhicules utilitaires neufs est en progression de 11,8 % : on dénombre 104 immatriculations en 2016, contre 93 en 2015.



# LA PRÉPONDÉRANCE DU SECTEUR DU COMMERCE

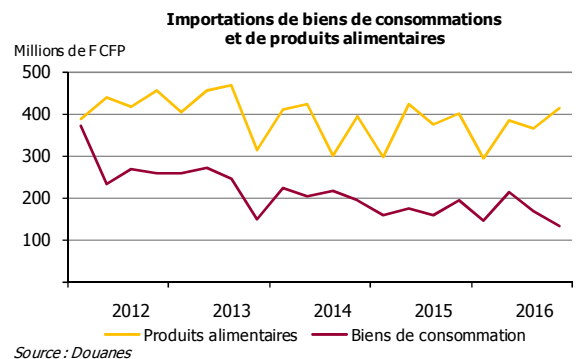
## Le secteur du BTP demeure en berne

Après avoir été particulièrement stimulé par les chantiers d'envergure entre 2010 et 2013 (construction du port de Mata'Utu, infrastructures sportives en vue des Mini-Jeux, reconstruction liée aux dégâts engendrés par les cyclones *Tomas* et *Evan*), le secteur souffre d'un manque de commandes. Dans ce contexte, les importations de ciment continuent à décroître et atteignent 33 millions de F CFP en 2016, ce qui constitue le plus faible niveau d'importation depuis 2007, première année de comptabilisation de ces importations. Cette faible activité se répercute sur l'emploi du secteur du BTP qui compte 55 salariés déclarés au 30 juin 2016, contre 67 au 30 juin 2015.



## Croissance de l'activité commerciale

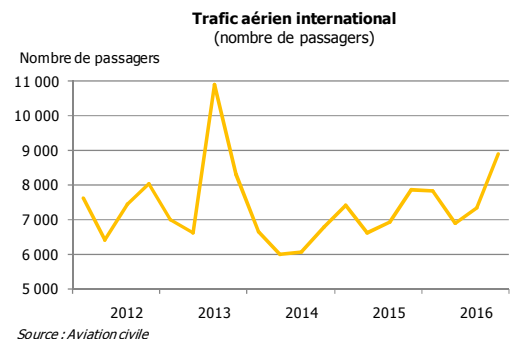
Le secteur du commerce conserve une place prépondérante dans l'activité économique du Territoire. La valeur des importations de biens de consommation enregistre une progression de 17,9 % sur les onze premiers mois de l'année 2016, et de 7,8 % au 31 décembre 2016 en dépit de l'absence d'approvisionnement lors du mois de décembre 2016. Les importations en valeur des biens issus des industries agricoles et alimentaires croissent également sur onze mois (+1,7 %). Cette croissance continue de la consommation se répercute sur l'emploi dans le secteur du commerce. La baisse apparente de 5 % des effectifs au 30 juin 2016 dans ce secteur résulte d'une absence de déclarations à la CPSWF par des entreprises qui représentaient 7,8 % des emplois du secteur en juin 2015.



## Augmentation de la fréquentation du Territoire

L'année 2016 est marquée par une hausse de la fréquentation du Territoire. Après l'année 2013 au cours de laquelle furent organisés les Mini-Jeux du Pacifique, la barre des trente mille passagers internationaux est de nouveau franchie.

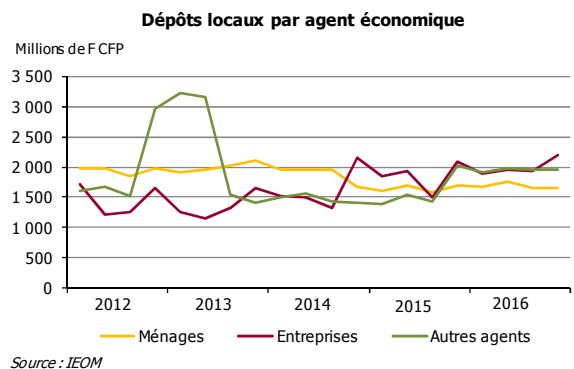
Le trafic aérien enregistre un record avec près de 46 000 passagers cumulés sur les vols internationaux et domestiques.



## DES ACTIFS FINANCIERS EN PROGRESSION ET DES RISQUES MAÎTRISÉS.

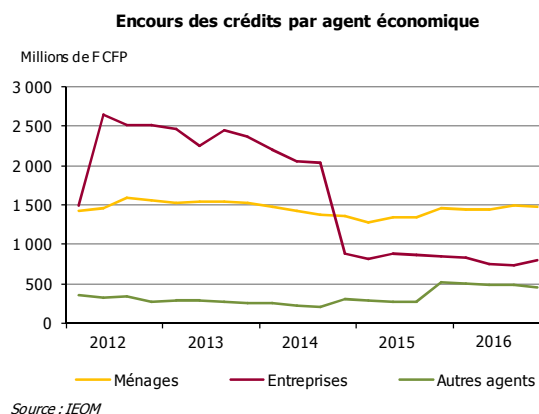
### Progression des actifs financiers

Le total des actifs financiers détenus par les agents économiques s'élève à 7,4 milliards de F CFP au 31 décembre 2016, contre 7,3 milliards de F CFP à fin 2015. En 2016, l'encours moyen des actifs financiers détenus par les agents économiques connaît une croissance de 2,9 % par rapport à 2015, en effet ceux des dépôts à vue et des dépôts locaux progressent respectivement de 16,6 % et 10,7 %. Les dépôts locaux représentent près de 80 % des placements. L'encours moyen des placements à long terme se replie de 18,2 % en raison de la contraction de celui des obligations détenues par les collectivités. Les placements à long terme des ménages croissent de 1,8 % en moyenne du fait de l'augmentation des contrats d'assurance-vie (+3,0 %) qui représentent 90 % de ces placements.



## La baisse du financement à long terme se poursuit

L'encours sain des crédits accordés par l'ensemble des établissements bancaires intervenant localement atteint 2,7 milliards de F CFP au 31 décembre 2016, contre 2,8 milliards de F CFP à fin 2015. Les encours de crédits accordés aux collectivités locales et aux entreprises baissent respectivement de 10,2 % et 5,4 %. L'encours des crédits aux entreprises s'établit à 807 millions de F CFP au 31 décembre 2016 contre 852 millions de F CFP au 31 décembre 2015. La tendance baissière du financement à long terme se confirme, avec une diminution de 21 % de l'encours des crédits à long terme et une progression de 202 % de l'encours des crédits à court terme. L'encours des crédits d'investissement accordés aux entreprises baisse depuis 2013 et s'élève à 511 millions de F CFP à fin décembre 2016, et l'encours des crédits d'exploitation atteint 178 millions de F CFP. L'encours des crédits accordés aux ménages progresse de 1,2 % pour s'établir à plus de 1,4 milliard de F CFP. L'encours des crédits à la consommation connaît une croissance de 5,7 %.



En moyenne annuelle, l'encours sain des crédits progresse de 6,9 % passant de 2,5 milliards de F CFP à 2,7 milliards de F CFP. Cette évolution résulte notamment de l'augmentation de l'encours moyen des crédits accordés aux collectivités locales (+148 millions de F CFP, soit +44,6 %) suite au versement, au quatrième trimestre 2015, de la dernière tranche du crédit pour l'installation de la téléphonie mobile. L'encours moyen des crédits accordés aux ménages progresse de 105 millions de F CFP, soit +7,7 %, et celui des entreprises diminue de 8,7 %.

## Recul de la sinistralité

L'encours des créances douteuses brutes s'élève à 79 millions de F CFP à fin 2016, en repli de 9,9 % en glissement annuel. Au 31 décembre 2016, le système bancaire affiche un taux de créances douteuses de 4,7 %, contre 5,1 % au 31 décembre 2015. La qualité du portefeuille s'améliore graduellement depuis 2015.

Au 31 décembre 2016, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire continue de baisser, passant de 263 à fin 2015 à 254 à fin 2016. Les incidents de paiement par chèque reculent également (-9,6 %). Concernant les personnes morales, 13 sont en situation d'interdiction bancaire.

## PERSPECTIVES

La péréquation tarifaire de l'électricité et la mesure « bas salaires » ont eu les effets escomptés sur les ressources des agents économiques. L'augmentation du pouvoir d'achat des ménages conjuguée à la baisse de l'indice des prix à la consommation et à l'accroissement de la fréquentation du Territoire ont dynamisé la consommation intérieure qui a largement profité au secteur du commerce. Ce secteur conserve sa place prépondérante dans l'économie du Territoire. L'année 2016 est également marquée par un regain de l'investissement des entreprises qui pourrait se poursuivre à l'aune de l'accroissement de la demande intérieure et de la baisse des coûts énergétiques.

Le secteur du BTP continuera à pâtir de l'insuffisance de la demande en l'absence de projet significatif ou de mesures favorisant le financement de l'investissement immobilier.

La stratégie de développement des îles Wallis-et-Futuna 2016-2030 a été adoptée le 26 janvier 2017 par l'Assemblée Territoriale. Elle fixe cinq orientations principales : le tourisme, le développement du secteur primaire, l'économie du numérique, avec un accès au haut et très haut débit prévu pour 2017, l'économie de la mer, et enfin l'innovation.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur de la publication : M.A. POUSSIN-DELMAS – Responsable de la rédaction : C. DORWLING-CARTER

Éditeur et imprimeur : Agence IEOM de Wallis-et-Futuna

Achévé d'imprimer : avril 2016 – Dépôt légal : avril 2016 – ISSN 1968-6277